

## Qui veut sauver l'espèce humaine ? Dialogue entre Corinne Lepage et Jean-Pierre Dupuy

La Terre est en danger, mais l'homme refuse encore d'agir. L'ancienne ministre de l'Environnement Corinne Lepage et le philosophe Jean-Pierre Dupuy analysent les raisons de cette paralysie.

### Propos recueillis par Julien Charnay

Il y a un paradoxe de l'écologie. D'un côté, tout le monde est d'accord... La dégradation de l'écosystème par l'activité -humaine fait peser de lourdes menaces sur l'avenir. Le rapport de l'économiste sir Nicholas Stern, rendu le 30 octobre 2006, prévoit que les conséquences du réchauffement climatique seront aussi graves que celles de la crise de 1929 ou des guerres mondiales. La bouffée d'enthousiasme suscitée par le pacte écologique de Nicolas Hulot (lire son dialogue avec -Edgar Morin dans Philosophie magazine no 6) ou les échos de la sortie internationale du documentaire choc de Davis Guggenheim avec Al Gore, Une vérité qui dérange, témoignent d'une prise de conscience du public. Il faut faire quelque chose, doit agir de toute urgence. Certes... Mais nous ne savons pas qui, ni par quels moyens. Comment battre le rappel ? Drôle de combat où il n'est guère d'ennemis menaçants contre lesquels s'élever. L'humanité doit s'affronter elle-même. Notre modèle de développement, fondé sur la croissance et la maximisation des intérêts de chacun, apparaît chaque jour moins tenable. Le devenir de l'homme sur Terre fait-il suffisamment sens pour que nous acceptions de revoir nos modes de vie ? L'écologie renvoie peut-être beaucoup plus à des thématiques spirituelles qu'on ne le dit généralement. Elle pose directement la question de l'Apocalypse, du renoncement au matérialisme, de la restriction de la consommation, de la tempérance, de la limite à assigner aux pouvoirs de l'homme, de la transcendance. C'est cette dimension peu visible de la pensée écologique que révèle ce dialogue entre l'ancienne ministre de l'Environnement du gouvernement d'Alain Juppé et actuelle présidente du parti écologique Cap 21, -Corinne Lepage, et le philosophe Jean-Pierre Dupuy, professeur à l'université de Stanford (Californie). Auteur aux éditions du Seuil de Pour un catastrophisme éclairé : quand l'impossible est certain et de Retour de Tchernobyl : journal d'un homme en colère, il a contribué à l'élaboration du programme de la candidate à la présidentielle de 2002, ralliée à la démarche de François Bayrou. Tous deux cherchent des solutions à cette difficulté majeure : peut-on faire de la politique avec des bons sentiments ?

Jean-Pierre Dupuy : Une catastrophe écologique majeure se profile, nous le savons, et nous n'arrivons pourtant pas à transformer ce savoir en croyance. C'est un peu comme pour notre mort individuelle : nous savons que nous allons mourir – c'est même la seule chose dont nous soyons absolument certains – et pourtant, il nous est impossible d'en former une représentation. Tant que la catastrophe n'a pas eu lieu, nous ne la tenons pas pour possible. Un psychologue anglais a montré que la propension d'une communauté à reconnaître la réalité d'un risque est déterminée par l'idée qu'elle se fait de l'existence de solutions. Comme les pouvoirs, économiques et politiques, qui nous gouvernent, croient qu'un changement radical de nos modes de vie et un renoncement au « progrès » seraient le prix à payer pour éviter le désastre, et que cela leur paraît irréalisable, l'occultation du mal s'ensuit inévitablement.

Corinne Lepage : Le déni de réalité existe. Par exemple, les personnes qui vivent près d'un site potentiellement dangereux – usine polluante ou industrie énergétique – nient souvent cette réalité, et ils y sont encouragés par une communication qui remplace l'information. Au niveau collectif, il en va de même. Le porteur de mauvaises nouvelles est rejeté et le clientélisme politique se marie mal avec l'obligation

d'assumer des mesures impopulaires. De plus, il y a en jeu des intérêts économiques et financiers. Ceux qui les défendent se refusent à assumer les risques générés en les niant, et poussent à maintenir un statu quo : en cas de catastrophe, ils pourront dire qu'ils ne savaient pas.

J.-P. D. : Je dois à Ivan Illich [penseur de l'écologie politique et critique de la société industrielle, Ndlr] d'avoir compris que l'humanité a toujours dû se garder de trois types de menaces, et non pas simplement de deux – les deux auxquelles on pense d'abord : la force de la nature et la violence des hommes. En apprenant à mieux connaître la nature, les hommes ont réussi partiellement à la dompter ; en devenant plus lucides sur les mécanismes de la haine et de la vengeance, ils ont compris que l'on peut s'entendre avec ses ennemis et ils ont bâti les civilisations. Mais il existe un troisième front sur lequel il est beaucoup plus difficile de se battre, car l'ennemi, c'est nous-mêmes. Il a nos propres traits, mais nous ne le reconnaissons pas : tantôt nous le rabattons du côté de la nature, tantôt nous en faisons une Némésis, déesse de la Vengeance, haineuse. Le mal qui fond sur notre tête depuis ce troisième front est la contrepartie de notre faculté d'agir, c'est-à-dire de déclencher des processus irréversibles qui n'ont pas de fin. Ceux-ci peuvent se retourner contre nous et prendre la forme de puissances hostiles qui nous détruisent. On rejoint là les vieilles idées d'aliénation ou de tragique : le mal vient de nous, mais on incline à penser que ses origines nous sont extérieures parce qu'il ne résulte pas d'intentions mauvaises. Face à ce troisième type de menace, nous sommes désemparés. Ce doit être le rôle du politique de relever ce type de défis.

C. L. : L'enjeu est donc d'appuyer un changement de paradigme, un changement systémique quant à nos représentations et à nos modes de vie. Cela dit, ce n'est pas en prônant un changement de paradigme qu'il va avoir lieu. Il faut aussi raisonner en termes d'efficacité. Sur les questions climatiques mais aussi de pollution chimique, on est dans l'urgence. Quels sont les bons leviers capables de faire changer les comportements ? Pour entrer dans un nouveau paradigme en le rendant désirable, on peut penser au business, faire jouer des intérêts économiques qui vont dans la bonne direction. Deuxième type de levier : la société civile. Expliquer aux gens les risques qu'ils courent pour leur corps et leur santé, c'est un moyen de faire changer les comportements. C'est la raison pour laquelle tout ce qui est du domaine de l'information, de la décentralisation et, plus généralement, des contre-pouvoirs, est très important. Le schéma est le suivant : l'information donne lieu à une demande d'expertise, à laquelle peut faire suite une demande de justice. Cette hiérarchie est indispensable à l'action.

J.-P. D. : Le mérite de la démarche politique de Corinne Lepage est de replacer le quotidien dans cette perspective large. Devons-nous transformer nos comportements parce que nous pensons à l'avenir et au bien-être des générations futures ? Philosophiquement, il est très difficile de fonder un devoir vis-à-vis de l'avenir. Je propose de renverser la perspective d'une façon presque égoïste : c'est nous qui avons besoin de l'avenir. Car si les portes de l'avenir nous étaient fermées, c'est tout le sens de l'aventure humaine passée et présente qui serait réduit à néant.

C. L. : Pour avoir parlé pendant quinze ans de l'avenir des générations futures, je me suis rendu compte que ce thème trouvait un écho limité dans la population. Nos parents ont fait en sorte que nous ayons des choix qui s'offrent à nous, mais nous n'agissons pas de même pour la génération suivante ! Ce refus d'assumer les choix de l'avenir se traduit dans le débat politique. On assiste à des approches sectorielles et électoralistes, qui ne s'inscrivent pas dans le futur et nous éloignent de la véritable politique.

J.-P. D. : Je crois qu'il n'y a de politique que reposant sur une éthique, l'éthique présupposant elle-même une métaphysique. La question des technologies, par exemple, doit nous amener à penser une politique négative. Hannah Arendt notait déjà en 1958 que l'agir humain ne porte plus seulement sur les relations humaines : nous sommes devenus capables d'agir dans et sur la nature. Le principe de la technique a toujours été : tout ce que l'on peut faire, on le fait. Mais on voit bien qu'aujourd'hui, la question des limites se pose de façon urgente et seul le politique peut fonder les limites. Si nous ne le faisons pas, il est probable que l'urgence de la lutte pour la survie se traduira tôt ou tard par le sacrifice de nos valeurs les plus fondamentales.

C. L. : Certains détracteurs de l'écologie pointent le risque d'une forme de moralisme lié à la défense de l'environnement, voire l'apparition d'un écofascisme. Notons d'abord que nos libertés sont déjà entamées avec la lutte contre le terrorisme : au motif de la sauvegarde de notre sécurité, nous sommes en train d'abandonner

des pans entiers de la liberté individuelle. Alors, est-ce que parler de l'instinct de conservation et parler de conservation de l'espèce comme valeur de référence, c'est faire du moralisme et renforcer cette pente ? Nous en sommes arrivés à la question de la conservation de l'espèce. Car c'est bien de l'espèce humaine dont il est question, plus que de la planète qui, elle, existera sans problème malgré le réchauffement climatique. Doit-on considérer que si tout doit être fait pour conserver l'espèce humaine, on se rend coupable de moralisme ?

J.-P. D. : La démarche de Hans Jonas, l'inventeur du « principe de précaution », montre qu'il n'est pas facile de défendre sur un plan métaphysique l'idée selon laquelle l'espèce a le devoir de se conserver. Après tout, l'espèce humaine n'est pas à ce point parfaite qu'elle puisse se croire investie de la mission de se maintenir en l'état. C'est une position notamment défendue par les transhumanistes.

C. L. : Je crois que notre génération se situe à la croisée des chemins. Il nous est, par exemple, possible de créer des artefacts grâce aux nanotechnologies. Et les organismes génétiquement modifiés nous permettent de recréer un monde en totalité. Sur le plan climatique, si rien n'est fait, on peut aller vers une disparition de l'espèce humaine ou vers une espèce humaine limitée à 100, 200, 300 millions d'individus du côté de la Sibérie, qui restera encore vivable, avec de l'herbe, etc. Mettre en place les politiques qui permettront de maintenir la survie de l'humanité dans des conditions décentes est-ce une proposition absurde ? Personnellement, je pense que cela n'est pas le cas, étant une humaniste convaincue.

Mais je conçois tout à fait, au moins sur un plan métaphysique, que l'on puisse avoir l'avis contraire...

On voit bien, au final, que le questionnement sur l'écologie nous renvoie à d'immenses questions spirituelles. D'abord, on peut se demander si la pensée écologique n'engage pas une forme d'eschatologie. Ne mobilise-t-elle pas, au fond, une croyance sur les fins dernières de l'homme ? Il est évident que l'écologie nous amène à soulever la question de la Création et de la place de l'homme dans celle-ci. Nous sommes donc ici à un point de jonction avec la religion : les religions du Livre sont organisées autour d'interdits, l'homme ne saurait se substituer au créateur. Il existe un autre point de jonction : c'est par référence à une certaine transcendance – qu'on l'appelle comme on voudra, nature, humanité ou avenir – que l'homme devrait parfois se refuser d'agir. L'abandon d'un certain matérialisme se nourrit de cette idée qu'il y a en l'homme quelque chose de supérieur, ce qui n'est nullement incompatible avec la laïcité à laquelle je suis profondément attachée.

J.-P. D. : Je suis d'accord. Quand on pose les grandes questions que Corinne Lepage met au coeur de sa démarche politique, on ne peut pas ne pas se confronter à

la question du rôle du religieux dans la possibilité même de l'avenir de l'humanité. Exciper du principe de laïcité pour se croire affranchi de cette question au plan politique et la reléguer dans le domaine privé est la pire et la plus dangereuse des imbécillités.

Au demeurant, mon interprétation du rapport entre judéo-christianisme et limites posées à l'action humaine diffère de celle qui vient d'être exprimée. C'est, entre autres, la conception que les Grecs avaient du sacré qui correspond à ce schéma : les dieux, jaloux des hommes coupables de démesure, leur dépêchent la déesse Némésis. Mais la Bible représente au contraire l'homme comme cocréateur du monde. C'est dans l'activité créatrice que l'homme atteint la plénitude de son humanité, dans une perspective d'imitatio Dei. Dans la lignée d'une tradition qui va de Max Weber à Louis Dumont, de Marcel Gauchet à René Girard et à Ivan Illich, je vois le christianisme, en particulier, comme responsable de la désacralisation du monde (le fameux « désenchantement »), et donc de l'élimination progressive de tout tabou, interdit ou limite. Cette « religion de la fin des religions » ouvre sur un illimité vertigineux, en détruisant tous les systèmes d'obligations et d'interdits traditionnels. Confer la parabole du bon Samaritain : mon prochain, désormais, c'est n'importe quel habitant du globe, dès lors que je fais un geste vers lui et qu'il l'accepte. Fonder les limites ne viendra donc pas des religions du Livre : celles-ci nous placent devant

notre seule liberté et notre seule responsabilité.

---

Edgar Morin et Nicolas Hulot -  
L'IMPÉRATIF ÉCOLOGIQUE

Alors que doit se tenir en France, les 2 et 3 février, la conférence internationale sur l'environnement, Edgar Morin et Nicolas Hulot, l'intellectuel critique et l'insurgé médiatique, évoquent le sentiment de nature et la maîtrise du vivant, l'éthique planétaire et les dégâts du progrès, le développement durable et la nécessité de ressusciter l'espérance.

Propos recueillis par **Nicolas Truong**

L'impératif écologique est-il en train de devenir un nouvel impératif catégorique ?

L'urgence climatique s'est en tout cas invitée dans la campagne électorale française.

À côté de l'« ordre juste » de Ségolène Royal et de la « rupture tranquille » de Nicolas Sarkozy, le « pacte écologique » lancé par Nicolas Hulot s'est imposé comme une utopie réaliste plébiscitée par les citoyens et courtisée par les politiciens. Mais ce souci du monde vient de plus loin. De Jean-Jacques Rousseau à Hans Jonas, de Michel Serres à Edgar Morin, la conscience planétaire de la fragilité de la biosphère s'est peu à peu imposée. De René Dumont à Al Gore, du commandant Cousteau à Nicolas Hulot, la volonté de sauver la planète se fait aujourd'hui plus prégnante. Edgar Morin annonçait, dès 1972, « l'an I de l'ère écologique » et invitait, en 1983, à la solidarité avec la communauté de destin terrestre au sein de Terre-Patrie (avec Anne-Brigitte Kern, Seuil). Aventurier de l'extrême dans « Ushuaïa », l'émission qu'il anime et produit sur TF1, Nicolas Hulot a pris peu à peu conscience de l'étroitesse de la planète et de l'ampleur des dévastations. Il a su alerter et fédérer les « énergies positives » autour de l'urgence écologique (Pour un pacte écologique, Calmann-Lévy. Voir aussi [www.fondation-nicolas-hulot.org](http://www.fondation-nicolas-hulot.org)).

Cet échange est repris dans la réédition du livre d'Edgar Morin L'An I de l'ère écologique qui paraît ce mois aux éditions Tallandier.

**Edgar Morin** : Très jeune, j'ai été sensible aux Rêveries du promeneur solitaire de Jean-Jacques Rousseau. J'adorais la mer, la montagne et longtemps je n'ai pu écrire que devant une fenêtre ouverte sur les paysages toscans. J'ai un besoin de nature ancré au plus profond de mon être. Mais c'est en Californie, en 1969-1970, que des amis scientifiques de l'université de Berkeley m'ont éveillé à la conscience écologique. En 1972, j'intitule une communication « L'An I de l'ère écologique », persuadé qu'un nouvel âge devait s'ouvrir face à la dévastation de la biosphère. Depuis, de l'assèchement de la mer d'Aral à la pollution du lac Baïkal, des pluies acides à la catastrophe de Tchernobyl, de la contamination des nappes phréatiques au trou dans la couche d'ozone dans l'Antarctique, le mouvement écologique a pris son essor et une première prise de conscience a suscité de grandes conférences internationales, comme celles de Stockholm (1972), Rio (1992) ou Kyoto (1997) qui n'ont malheureusement pas pu créer d'instances contraignantes. Le point d'orgue de cette série de dévastations est sans aucun doute le réchauffement climatique, vraisemblablement lié à nos activités techno-économiques, comme en témoignent aussi bien l'ouragan Katrina que l'automne clément que nous avons vécu en Europe. Il a fallu du temps pour que cette conscience progresse. Nicolas Hulot et sa Fondation ont su catalyser et incarner en France ce moment historique et critique.

Nicolas Hulot : On ne naît pas écologiste, on le devient. Je le suis devenu graduellement. Dans mon parcours initiatique, j'ai vécu des chocs visuels et émotionnels d'une grande intensité. Jeune photographe, j'ai été amené à arpenter des zones géographiques sublimes, comme le Limpopo ou le Zambèze. L'Afrique

a été pour moi le continent de l'éveil. J'ai pourtant longtemps cru que la nature était corvéable, que nous vivions dans un monde infini, que l'impact de l'homme était dérisoire. La fréquence de mes voyages, notamment pour l'émission « Ushuaïa », m'a permis de me rendre compte de l'étroitesse de notre planète, de l'intensité des dégradations. La prise de conscience s'est alors transformée en conviction. En effroi même, lorsque j'ai réalisé la faiblesse de nos moyens par rapport à l'ampleur de la catastrophe écologique annoncée. D'où l'importance du soutien d'un intellectuel comme Edgar Morin, qui n'a pas attendu que la réalité s'impose pour réfléchir à l'origine des problèmes écologiques.

E. M : La pensée occidentale ne sait opérer que par disjonction ou par réduction. Descartes, qui voulait que l'homme soit « comme maître et possesseur de la nature », opère la disjonction entre la science et la philosophie, ce qui aboutira à cette séparation entre le monde des humanités et celui de la technique. Après avoir mis Dieu au chômage technologique, l'homme s'est octroyé le droit de dominer la nature. Cette prétention s'est effondrée récemment. D'une part, parce que cette volonté de maîtriser le vivant se retourne contre nous ; d'autre part, parce que la Terre nous apparaît comme une minuscule planète d'un système solaire lui-même périphérique dans un cosmos gigantesque.

Il faut dire aussi que le christianisme, qui nous a façonnés, est une religion ouverte sur l'humain avec ces valeurs cardinales que sont la charité et l'amour, mais fermée à la nature et au monde animal. À l'opposé, le bouddhisme immerge l'humain dans le cycle des reproductions du monde vivant. La compassion du Bouddha s'adresse à toutes les souffrances. Nous sommes donc également marqués par l'empreinte chrétienne de notre civilisation qui ignore notre relation ombilicale à la nature. Il n'est possible de nous affranchir de cette lourde charge à la fois religieuse et techniciste que par une réforme de notre mode de pensée.

N. H : Le verrou culturel est au moins autant opérant que le verrou économique en matière écologique. Quant on lit *Se libérer du connu* (Stock) du penseur indien Krishnamurti, on voit combien briser les conditionnements et les préjugés est un travail long, à l'issue incertaine. La pire des blessures infligées à l'amour-propre de l'humanité, c'est lorsque Darwin a démontré que nous n'avions pas fait l'objet d'une création séparée. Du haut de la pyramide du vivant, l'homme a appris qu'il était issu d'une matrice commune avec les animaux. Cette blessure narcissique s'est accompagnée d'un refus d'admettre cette communauté d'origine et n'est pas encore cicatrisée, comme l'illustre la virulence des mouvements créationnistes outre-Atlantique. Nous savons depuis les Grecs et Ératosthène que la Terre est ronde, mais nous venons juste de nous rendre compte que nous vivons dans un monde fini, limité. Or nous sommes inaptes à la limite. Il y a de quoi être ébloui par la fulgurance des prouesses scientifiques. Mais cette toute-puissance de la technoscience génère ce que le chercheur américain René Dubos appelle le « désarroi tragique de l'homme moderne ». Aujourd'hui, l'homme n'est plus relié à rien. Ce désarroi est l'une des conséquences psychologiques de l'hypertrophie de la technique. On a fini par banaliser la vie sur Terre. D'où l'urgence du « pacte écologique », qui s'éloigne de l'affrontement, de la psychologie de la horde qui a longtemps façonné les partis politiques. L'impératif écologique nous donne une occasion inespérée de nous rassembler. Il faut redonner du sens au progrès que l'on avait confondu avec la performance. Celui-ci doit être conçu comme l'amélioration durable et équitable de la condition humaine, et non plus comme une volonté de puissance déchaînée. Dans *Le Syndrome du Titanic*, j'avais mis en exergue une phrase d'Albert Einstein toujours d'actualité :

*« Notre époque se caractérise par la profusion  
des moyens et la confusion des intentions. »*

E. M : Comme l'illustre la raréfaction des énergies fossiles, c'est l'idéologie du « toujours plus » que nous devons combattre. Il faut montrer que la limitation de la circulation automobile dans les centres historiques des grandes villes les ré-humanise. Nous aspirons obscurément à fuir la vie du métro-boulot-dodo qui obéit à la logique déterministe, chronométrique, hyper-spécialisée de la machine artificielle de nos usines et bureaux. Experts et « éconocrates », nous nous traitons comme des machines triviales, alors que la part non triviale en nous, celle du vouloir-vivre, aimer, nous réaliser, échappe à cette logique. Le pacte écologique n'a de sens qu'à condition d'être complété par un pacte politique. Pour ne pas aller dans le mur, nous avons besoin d'une politique que j'ai appelée « politique de l'homme ».

N. H. : Je constate que les politiques n'ont retenu que les aspects techniques de mon livre, qui sont bien évidemment déterminants puisqu'il faudra mettre en branle une combinaison d'outils économiques, fiscaux ou éducatifs afin de réaliser cette mutation écologique. Je regrette qu'ils n'aient pas lu les soixante premières pages, qui se présentent comme une remise en cause globale de notre civilisation, une invitation à un examen de conscience individuel et collectif. L'impératif écologique est aussi un impératif politique, car nous sommes encore englués dans la barbarie des origines. Comme nous l'a appris l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans, le vernis démocratique est prêt à craquer à la moindre catastrophe écologique. Je ne dis pas cela pour faire peur, mais il n'est pas dit que notre civilisation sera capable d'affronter les bouleversements écologiques dans la cohérence, la sagesse, la pertinence et la rationalité. Nos frontières ne pourront stopper la mise en marche vers le nord des damnés de la Terre, fuyant les désordres écologiques et climatiques qu'ils subiront au sud sans les avoir provoqués. Aucune armée au monde placée à Gibraltar ou au sud de l'Italie n'endigera une vague migratoire dont les fondements seront légitimes.

E.M : Comment ressusciter l'espérance ? Au coeur de la désespérance même. Quand un système est incapable de traiter ses problèmes vitaux, il se désintègre ou se métamorphose. L'espérance est dans la convergence de ces courants qui parfois s'ignorent, tels le commerce équitable, l'économie solidaire, la réforme de vie. De partout, les solidarités s'éveillent. Des associations se créent pour sauver une rivière, repeupler un village, réinventer localement la politique. Ça bouillonne. Sous les structures sclérosées, il y a dans notre pays un formidable vouloir-vivre. Il n'y a pas de solution prête à l'avance, mais il y a une voie.

N. H : Ce que vous venez de dire est magnifiquement résumé par une phrase de Saint-Exupéry : « Il n'y a pas de solutions mais des forces. Créons ces forces et les solutions suivront. » Nous ne sommes pas comme des vagabonds nus dans le blizzard. Nous avons des outils formidables pour endiguer la famine et sauver la planète. Ce qui nous manque, c'est une volonté commune.

E. M. : Il faut prendre conscience de l'urgence de devenir citoyens de la Terre. La notion de « développement », même sous sa forme adoucie et vaselinée de « durable » contient encore ce noyau aveugle techno-économique pour qui tout progrès humain découle des croissances matérielles.

Il importe de refonder cette notion de développement, dont l'application partout dans le monde détruit les solidarités traditionnelles, fait déferler la corruption et l'égoïsme. Il faut que la notion de développement se métamorphose en celle d'épanouissement.

N. H : Je suis pour la croissance économique dès lors qu'elle participe à une répartition équitable des richesses. L'énergie, l'eau, la terre, les poissons... Un certain nombre de ressources se raréfient. Nous n'avons plus le choix : la décroissance s'imposera de gré ou de force à cause du manque de certaines ressources. Cependant, je crois au développement durable et non à une décroissance globale qui serait synonyme de récession, notamment parce que je suis soucieux de l'acceptabilité sociale du pacte écologique.

E. M : Croire que le Nord n'apporte que des bienfaits et des bonnes solutions est une erreur. La primauté du calcul dans la civilisation du Nord rend aveugle à la qualité même de la vie. Le Sud conserve des vertus de convivialité, d'art de vivre, de communauté et de solidarité que le Nord a évacuées. Il faut concilier toutes ces vérités.

N. H : L'Afrique est un continent qui déborde de cette ressource qu'est la sagesse, tellement raréfiée chez nous.

Et c'est heureusement inestimable économiquement.

E. M. : Chaque culture a ses vertus et ses superstitions.

Il en est ainsi de la nôtre dont je suis loin de méconnaître les vertus, mais dont je dois reconnaître les illusions et les carences. C'est pourquoi je crois à une symbiose des civilisations. Les sagesse africaine,

indienne, amérindienne doivent se mêler à nos Lumières, éclairantes mais aussi tellement aveuglantes. Nous devons cesser de nous considérer comme les maîtres pour devenir des partenaires dans le « grand rendez-vous du donner et du recevoir » dont rêvait Léopold Sédar Senghor.

## Effet de serre : changer le climat ?

Par la technique, les hommes ont désormais le pouvoir de refroidir le climat. Une surpuissance qui contraste avec notre impuissance, lorsqu'il s'agit de modifier nos comportements de consommation.

### Par Catherine Larrère

Pour empêcher le réchauffement de la planète, suffit-il de modifier techniquement son climat ? C'est en tout cas l'entreprise des tenants de la géo-ingénierie. L'astronome britannique Roger Angel propose ainsi de mettre en orbite quelques milliards de lentilles optiques susceptibles de jouer le rôle de bouclier solaire. D'autres avant lui ont conçu des projets pharaoniques destinés à contrer les effets du réchauffement. De Paul Crutzen, Prix Nobel de chimie, qui a suggéré de larguer un million de tonnes de soufre dans la stratosphère pour un effet comparable à celui d'une éruption volcanique, à ceux qui ont parlé de répandre sur les océans des particules de fer (favorisant l'absorption de carbone par le phytoplancton), sans compter certains physiciens qui ont évoqué la possibilité d'incliner l'axe de la Terre par rapport au Soleil.

Ces propositions témoignent d'une belle confiance dans la puissance de la technique : le climat est l'exemple du phénomène naturel que nous subissons sans rien pouvoir faire. Vouloir refroidir la planète : il n'y a pas très longtemps, on aurait qualifié cela d'ambition prométhéenne et l'on se serait glorifié que les hommes, par leur puissance, égalent Dieu. Pourtant, les scientifiques qui exposent ces projets se montrent réservés et modestes. Il ne s'agit que d'une solution de dernière extrémité, au cas où l'élévation de la température serait encore plus forte que prévue. Y avoir recours serait plus inquiétant que rassurant. Comment expliquer une telle prudence ?

Il y a d'abord l'évaluation des risques à la hauteur de l'ambition. En agissant au niveau global, celui de la planète, on s'expose à des conséquences globales, qui ne seront pas uniformes : une baisse moyenne de température peut s'accompagner de hausses locales. Beaucoup de ces conséquences sont très difficiles à prévoir car, agir au niveau du climat, c'est s'insérer dans des phénomènes d'une très grande complexité, dont les répercussions ne peuvent pas être circonscrites. Augmenter, par exemple, l'absorption de CO<sub>2</sub> à un point du mécanisme peut multiplier le relâchement à d'autres points ; un remède pire que le mal.

Ajoutons que la tentative elle-même (envoi de millions de tonnes de soufre) serait consommatrice d'énergie et participerait donc des phénomènes dont elle cherche à minimiser les conséquences... C'est là une caractéristique de la crise environnementale : ce qui pose problème, dans notre puissance technique, ce ne sont pas les fins explicites (que nous parvenons à atteindre) mais les effets collatéraux non maîtrisés. À chercher une solution technique à un problème technique, on déplace le problème plus qu'on ne le résout.

Les scientifiques craignent aussi que les politiques ne se déchargent sur eux de la responsabilité de faire face aux conséquences du changement climatique. Refroidir la planète, loin d'être une solution miracle, ne serait qu'un palliatif tardif à ce qui est la véritable tâche : réduire les émissions de gaz à effet de serre, trouver des énergies de substitution qui ne créent pas les mêmes problèmes, changer les comportements individuels et collectifs. Sur ce plan, rien n'avance. Les scientifiques renvoient-ils la balle aux politiques ? Pas seulement. Leur réaction fait ressortir une autre caractéristique de la crise environnementale : notre puissance vis-à-vis de la nature s'accompagne d'une singulière impuissance vis-à-vis de nos propres actions. C'est comme si nous affrontions une deuxième nature, non pas celle qui est donnée, extérieure à nous, mais celle qui se forme du résultat de nos propres actions. C'est ainsi que nous envisageons l'économie, notamment. La question de la crise environnementale, ce n'est pas celle de la maîtrise de la nature, c'est celle de la maîtrise de notre maîtrise. C'est une question morale et politique, et pas seulement technique.